Rapport « Actualités » pour la Commission Exécutive du SNTRS CGT du jeudi 24 septembre 2015

Jean KISTER

Cette nouvelle CE, décidée à la CE de rentrée du 9 septembre 2015, a pour objet principal le vote sur le PPCR après consultation des sections. En conséquence, ce rapport sur l'actualité sera court, car je vous renvoie au rapport très complet fait par Josiane à la précédente CE, et je ne parlerai pas du PPCR !

Les 120 ans de la CGT :
Hier, la CGT avait 120 ans ! En effet, le 23 septembre 1895 avait lieu le congrès de Limoges où a été créée la CGT par le regroupement des Fédérations Professionnelles et des Bourses du Travail. Les 2 principes fondateurs adoptés lors de ce congrès constitutif de la CGT étaient :

1) « se tenir en dehors de toute école politique » (confirmé ensuite par la Charte d'Amiens)
2) « unir sur le terrain économique et dans les liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale »

Principes toujours d'actualité !

Solidarité avec les réfugiés
Un mot sur le drame des réfugiés qui arrivent en Europe : la CGT, dans un récent communiqué, se prononce pour « qu'ils soient accueillis dignement par chaque Etat européen ». Elle rappelle que « l'asile est un droit ! ».
La France doit accueillir environ 24000 réfugiés, chiffres bien en dessous des possibilités d'accueil de notre pays.
Mais la CGT rappelle aussi que ce drame humain ne tombe pas du ciel : il est le résultat du chaos provoqué par les guerres en Irak, en Syrie, par la destruction de l'Etat Libyen, dans lequel les Etats Européens (dont la France) et les USA ont une lourde responsabilité !
Nous devons interpeller nos Directions d'organisme pour qu'elles prennent des mesures exceptionnelles pour accueillir ces réfugiés dont parmi eux, des chercheurs, des étudiants !

Elections en Grèce
L'actualité, c'est aussi les nouvelles élections en Grèce, où, malgré toutes les difficultés par rapport aux diktats de l'Europe, le peuple grec a redonné sa confiance au gouvernement issu de Syriza, en évitant le retour de la droite conservatrice, voire de l'extrême droite. Quoique l'on peut penser des choix faits en Grèce, il sera nécessaire, pour la CGT, de continuer notre solidarité envers le peuple grec luttant contre l'austérité imposée par la Troïka !

Congrès de la CES à Paris
Comment lutter contre ce rouleau compresseur de l'austérité en Europe, avec une mainmise des puissances de l'argent faisant fi des choix démocratiques des peuples ? Ce sera à l'ordre du jour du congrès de la CES à Paris à partir du 29 septembre 2015. Selon P. Martinez (dans « Ensemble »), la CGT considère que « la CES s'est trop éloignée des salariés » dans la dernière période et « qu'elle passe trop de temps dans les institutions européennes ».
Il faut que les luttes des salariés, tant en Europe qu'en France, soient plus fortes !

L'austérité continue en France
En effet, le gouvernement continue sa politique au service des intérêts du capital : remise en cause des droits sociaux avec les lois Macron et Rebsamen, poursuite du Pacte de Stabilité alors qu'un récent rapport sur le CICE conclut à l'absence totale de résultats tant sur l'emploi (le chômage continue d'augmenter) que sur la relance économique (toujours à zéro au second trimestre 2015).
Les récentes déclarations de Macron, remettant en cause les 35 heures et le statut des fonctionnaires, montrent bien, au-delà du jeu de rôles entre Ministres, Premier Ministre et Président, la dérive de plus en plus libérale au service du Medef de ce gouvernement.

Une urgence : l'action !
Il est donc urgent que les salariés se mobilisent notamment lors de la journée confédérale d'action et de grève du 8 octobre, sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi. Des manifestations unitaires sont prévues (14H république à Paris). Des préavis de grève ont été déposés par l'UGFF et la FERC. Il y a aussi une votation sur le point d'indice des fonctionnaires à faire signer à cette occasion.
Malgré un climat plutôt morose, dans un rapport de force défavorable aux salariés, sans perspectives politiques sinon la montée du FN, il y a quand même des luttes qui ont eu lieu et certaines sont victorieuses !
Ainsi, la relance de la production de thé chez Fralib à Marseille après 1336 jours de grève (d'où le nom de la nouvelle marque de thé : 1336 !).
Il y a eu aussi une journée d'action de la CGT hier (23 septembre) pour la défense des libertés syndicales.
Il y a eu une journée de grève le 17 septembre dans l'Education contre la réforme du collège et les personnels des hôpitaux de l'AP-HP continuent d'être mobilisés pour défendre les 35 heures.
A noter aussi le rassemblement des personnels de l'IFREMER le 22 septembre (à l'appel de la CGT et de la CFDT) qui ont bloqué le Conseil d'Administration pour refuser la délocalisation du siège à Brest, avec le fait que le Conseil d'Etat pourrait bientôt annuler cette décision.
On peut aussi noter la condamnation de 2 élus du FN en Languedoc qui avaient insulté des représentants de la CGT Educ'action.

Boycott de la conférence sociale ?
Dans ce contexte, il est probable, même si cela n'est pas encore décidé à ce jour, que la CGT n'aille pas à la conférence sociale du gouvernement le 19 octobre !

Mobilisation pour l'emploi dans l'ESR
Dans notre secteur de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'augmentation massive du nombre d'étudiants en cette rentrée universitaire (plus de 65000) pose d'immenses problèmes aux Universités déjà très souvent en manquent de moyens. Hier, l'UNEF a organisé une journée d'action pour dénoncer les amphis surchargés (avec photos sur les réseaux sociaux) et les refus d'inscriptions de nombreux étudiants, avec de fait une sélection sournoise qui se met en place ! Cela veut-il dire qu'il y aura un automne de lutte des étudiants ? En tout cas le gouvernement le craint !
C'est pourquoi nous devons, nous aussi, dans les organismes de recherche, mobiliser nos collègues pour obtenir plus de postes, pour lutter contre la précarité, pour plus de crédits au budget 2016. C'est le sens de la pétition intersyndicale lancée dernièrement (à ce jour, environ 2100 signatures, ce qui est très insuffisant).
Le SNTRS appelle à la fois à l'action le 8 octobre et le 16 octobre pour l'ESR, avec Sciences en Marche : un tract du SNTRS vient de sortir pour expliquer les enjeux de ces 2 jours de mobilisation.

Nous sommes aussi à l'initiative d'une pétition intersyndicale ESR contre le RIFSEEP. Il est impératif d'organiser partout des AG d'informations sur ce sujet, alors que des négociations sont déjà ou vont démarrer dans les organismes pour la mise en place du RIFSEEP au 1er janvier 2016 pour tous les ITA des EPST, qui remplacera la PPRS : le SNTRS CGT a rédigé un PowerPoint à utiliser pour les AG !

Nous devons aussi être attentifs aux conséquences de la réforme territoriale en cours (Loi Notre), avec son lot de futures « mutualisations », voire de mutations forcées, qui concernent aussi l'ESR. Le mouvement de réorganisation du paysage de l'ESR continue à grande vitesse : création des dernières COMUE, fusion d'universités comme l'annonce récente de la fusion de Paris 6 (UPMC) et Paris 4 (Sorbonne), sans aucune concertation des personnels et des étudiants. De même il faudra analyser les conséquences du rapport « StraNES » qui vient d'être remis.

Il faut donc, partout, utiliser le PowerPoint sur le RIFSEEP, faire signer les pétitions intersyndicales sur l'emploi scientifique et contre le RIFSEEP, mobiliser pour les journées d'action des 8 et 16 octobre.
Tous sur le pont pour un automne de luttes !